Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (1971)

Heft: 156

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bi-mensuel romand Nº 156 31 août 1971 Huitième année

Rédacteur responsable: Henri Galland

Le numéro: 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros:

Pour la Suisse: 12 francs

Pour l'étranger: 15 francs

Changement d'adresse: 50 centimes

Administration, rédaction:

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10 - 155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Renens

Aux articles de ce numéro ont collaboré:

Ruth Dreifuss Jean-Pierre Ghelfi Pierre-Antoine Goy

Le Nº 157 sortira de presse le 14 septembre 1971

Crise monétaire «Règlement de comptes» entre nantis Et le Tiers-Monde?

Il y a trois ans, quand fut créé le double marché de l'or, nous écrivions « le capitalisme entre en crise ». Depuis, avec une étonnante accélération, les signes sont devenus des faits. Mais, comme il y a trois ans, il est illusoire de s'imaginer que le problème est celui de techniques monétaires. Si l'on se contente de parler de dévaluation et réévaluation, comme dans un jeu de balançoire où l'on joue à qui monte et qui descend, on risque bien de faire des dissertations sur le tape-cul alors qu'il y va d'une crise économique grave.

La montée extraordinaire de nouvelles unités industrielles, l'exaspération de la concurrence qui en est

résultée, la stagnation économique américaine qui a perdu le leadership commercial dans certains secteurs, la renaissance économique de l'Europe et

plus particulièrement de l'Allemagne, ou du Japon à nouveau impérial, telle est la réalité. Fort Knox, et son or, ce n'est qu'un reflet mordoré de ces évé-

nements profonds.

Importations boomerang

Qui a lu dans le texte le discours de Nixon n'a pu qu'être frappé du ton isolationniste adopté, ton que les commentaires européens, plus centrés sur les problèmes financiers, ont voilé. Pour un homme d'Etat aussi électoraliste que Nixon, on pense bien que son souci n'est pas la santé des dollars qui font la navette entre une cure à Bonn, Zurich et Tokio, mais le citoyen américain. Pour ce yankee-là, la taxe à l'importation, c'est plus important que la convertibilité en or. Il va pouvoir plus facilement vendre américain aux Américains, acheter américain aux Américains. Ce que Nixon a dit à ses compatriotes, c'est « nous d'abord ». On ne lui reprochera pas son égoïsme national. Il est une défense face à une situation détériorée, celle de l'exacerbation de la concurrence capitaliste.

On faisait grief aux Américains, avec leur dollar surévalué, d'acheter à bon compte des industries européennes et leurs marchés. Et comme ces énormes paiements à l'extérieur n'étaient pas honorés en or, comme le dollar était sacré monnaie de réserve et s'accumulait, plutôt de force que de gré dans les réserves des banques nationales par soumission au leadership américain et à son ordre commercial, on accusait les Etats-Unis de financer gratuitement leur impérialisme: ils se créaient en dollars des richesses illimitées; ils faisaient marcher une planche à billets internationaux.

Tout cela était vrai sauf que le dollar surévalué était aussi prime à l'importation de produits non-américains, et de ce point de vue-là un stimulant des entreprises exportatrices européennes ou japonaises, qui n'ont pas manqué d'en profiter.

Le dollar a donc perdu la partie (c'est-à-dire son impunité) sur le marché intérieur américain. Aussi il est bien évident que les mesures de Nixon sont protectionnistes d'abord. Il veut reconquérir l'Amérique postcolombienne.

Un remède fâcheux

Cette réaction est bien celle que l'on pouvait craindre. La pire. Elle conduit à un renforcement de la crise. Les Etats-Unis dressent par des mesures douanières des barrières protectionnistes; ils veulent limiter le dynamisme de leurs concurrents; ils jouent, en dépit des apparences, la carte de la déflation mondiale. Preuve en soit les limites qu'ils vont imposer à leur aide au Tiers-Monde.

En termes classiques

On peut dès lors poser le problème en termes clas-

Le monde, aux premières phases virulentes de l'exaspération de la concurrence capitaliste, re-

trouve le vieux truc de la limitation artificielle de la production et du commerce international. Et pourtant les besoins essentiels et vitaux des hommes demeurent insatisfaits.

Non seulement tant en Europe qu'aux Etats-Unis subsistent de vastes zones de pauvreté, mais le problème du Tiers-Monde est toujours non résolu. On retrouve là les termes d'une crise capitaliste classique. Crise de surproduction faute d'un pouvoir d'achat suffisant pour des milliards d'hommes. Si le problème est celui de la satisfaction des besoins humains à l'échelle mondiale, la politique, dans laquelle on s'engage, est inhumaine par égoïsme national mal compris.

Il s'est dit pas mal de bêtises sur l'or. C'est pas un fétiche, c'est pas une relique, ce que la propagande américaine a voulu faire croire et ce que beaucoup de perroquets ont répété.

Tout simplement un système complexe a besoin d'un étalon. L'or est (en dépit de l'Afrique du Sud et de l'URSS) neutre.

Une unité monétaire nationale, tel le dollar, ne peut pas être cette référence-là. Les Etats-Unis en font aujourd'hui l'expérience. N'ayant pas le leadership absolu, ils ne peuvent pas imposer par un cours forcé international leur monnaie; de toute façon, ils ont fini par subir chez eux les effets de la surévaluation du dollar qu'ils croyaient faire oublier en tentant d'effacer la référence à l'or.

L'or n'a pas de pouvoir, c'est un révélateur. On ne fait pas tomber la fièvre en cassant le thermomètre.

Déflation ou expansion

On craint, au souvenir des années trente, qu'une politique monétaire fondée sur l'or ne contraigne les pays ,obligés de redresser leur balance de paiements, à des mesures d'austérité.

Une telle politique a été faite, c'est vrai, en 1930, aux Etats-Unis, en Suisse jusqu'en 1936. Mais elle n'a rien à voir avec l'or comme unité de référence, puisque la politique contraire, la dévaluation rooseveltienne fut bâtie sur la même référence. La dévaluation signifiait simplement le choix d'une politique volontairement expansionniste.

Or aujourd'hui de quoi s'agit-il ? Avant tout de créer de vastes possibilités de crédit, qui permettent, sur la base d'un plan mondial et de mesures propres à éviter que l'expansion du crédit ne soit inflationniste, de faciliter le démarrage économique du Tiers-Monde. Il faut lui éviter d'avoir à payer le prix douloureux de l'accumulation primitive du capital ou d'avoir à subir le néo-colonialisme.

Une réévaluation de l'or, importante, rendrait cette opération possible, à condition que les bénéfices réalisés par les pays riches en métal jaune soient affectés à cette aide financière; à condition aussi qu'il soit mis fin à la vente privée de l'or, besoins industriels réservés.

La réévaluation de l'or permettrait un réajustement général des monnaies sans politique déflationniste. Là est l'essentiel

Le protectionnisme, c'est un crime, un crime dans un monde pauvre. La guerre monétaire, c'est une guerre de nantis qui oublient qu'ils ne sont pas seuls au monde.

Il faut d'abord faire triompher l'idée de la recherche d'une expansion économique mondiale. Donc d'un plan qui libère, selon un ordre, les crédits dont le Tiers-Monde a besoin. On nous prépare le contraire: des surplus de voitures et de transistors, un chômage dans les pays industrialisés.

Dans cette partie décisive, toujours valables les vieux slogans socialistes : priorité aux besoins des hommes.